

LA SITUATION ÉCONOMIQUE MONDIALE

L'économie mondiale a connu une performance remarquable en 1988. La croissance est restée ferme malgré la crise des marchés boursiers mondiaux en octobre 1987; dans les pays du Sommet, la croissance s'est accélérée par rapport à son rythme de 1987. Par ailleurs, la politique économique internationale est mieux coordonnée qu'elle ne l'était et une amélioration notable des déséquilibres extérieurs s'est fait sentir parmi les grands pays industriels. Plus récemment, toutefois, les taux d'inflation ont augmenté et la réduction des déséquilibres extérieurs a ralenti, ce qui donne à penser que 1989 posera des défis plus grands en matière de coordination des politiques.

Les économies des pays du Sommet ont connu une forte croissance l'an dernier. Selon le Fonds monétaire international (FMI), la production a connu une croissance réelle de 4,2 pour 100, et la nature de cette augmentation est encore plus encourageante. Les dépenses d'investissement permettent de poursuivre l'expansion économique, et elles ont constitué un des facteurs importants de la croissance rapide de la production. La croissance du commerce mondial a connu son rythme le plus rapide depuis 1984, ce qui a atténué certaines des difficultés auxquelles font face de nombreux pays en développement lourdement endettés.

Les marchés financiers globaux sont restés relativement stables en 1988, par rapport à la turbulence de l'année précédente. Cela est dû à un certain nombre de facteurs. Premièrement, le fort déficit extérieur des États-Unis a diminué pendant la première partie de 1988. Deuxièmement, un resserrement de la politique monétaire en réaction à l'intensification des pressions inflationnistes a rassuré les marchés financiers quant à la détermination des autorités à lutter contre l'inflation. Troisièmement, une intervention coordonnée à l'échelle internationale, accompagnée de changements dans les politiques sous-jacentes, a contribué à rendre les taux de change relativement stables.

La plupart des grands organismes de prévision estiment que le resserrement des politiques monétaires en 1988 réussira à empêcher une nouvelle accélération de l'inflation en réduisant la croissance de la demande intérieure à un rythme compatible avec les contraintes de l'offre. La réduction du taux de chômage moyen dans les pays du Sommet ces dernières années devrait se maintenir en 1989, même si le sous-emploi devrait rester élevé dans certains pays européens. Si l'on se fie aux politiques et aux taux de change

actuels, les déséquilibres extérieurs resteront vraisemblablement importants dans les années 90.

Certaines incertitudes sont apparues dernièrement, qui assombrissent quelque peu les perspectives. Il n'est pas certain que le resserrement monétaire du second semestre de 1988 et du début de 1989 ait été suffisant pour contenir l'inflation. On a constaté des signes d'un ralentissement de la demande dans un certain nombre de pays du Sommet, mais il faudra d'autres données pour établir l'importance du phénomène. Les autorités monétaires doivent donc rester vigilantes, car une éventuelle surchauffe des économies des pays du Sommet risque toujours d'entraîner une nouvelle poussée inflationniste.

Un deuxième risque majeur est la perspective d'un accroissement des grands déséquilibres extérieurs entre les États-Unis, le Japon et la République fédérale d'Allemagne (RFA). Les importants déficits du compte courant des États-Unis et les importants besoins de financement étranger qui en résultent accroissent la menace de réactions perturbatrices des marchés financiers. En outre, la persistance de forts déséquilibres commerciaux pourrait pousser les pays déficitaires à recourir à des mesures protectionnistes afin de corriger la situation.

L'«atterrissage en douceur» de l'économie mondiale, qui est implicite dans la plupart des prévisions, dépendra en grande partie des politiques mises en oeuvre dans un certain nombre de domaines clés et du maintien de l'adhésion au processus de coordination internationale des politiques économiques. La politique monétaire doit continuer d'être axée prioritairement sur la lutte contre l'inflation. Toutefois, les politiques budgétaires, particulièrement en Amérique du Nord, doivent aussi mieux soutenir les autorités monétaires. Le resserrement de la politique budgétaire grâce à une réduction de la demande intérieure contribuera non seulement à contenir l'inflation, mais aussi à réduire les déficits extérieurs.

Les mesures visant à accélérer le rythme de la réforme structurelle seront importantes, particulièrement dans des pays comme le Japon et la RFA, qui ont d'importants surplus extérieurs. En permettant au système des prix d'envoyer les bons signaux et en levant les restrictions qui pèsent sur le secteur privé, ces mesures peuvent améliorer la productivité et le potentiel de croissance des économies des pays du Sommet.